



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

ASIATIQUES

Novembre 2007 - Numéro 18

Janadesh, dans le sens de la marche...

Quand des milliers de personnes pauvres, mandatées par des communautés villageoises tout aussi pauvres, se rassemblent pour scander qu'elles ne sont pas des mendiants, quelles richesses nous invitent-elles à partager ?

Quand des paysans exigent que des réponses soient apportées à l'insécurité sociale, n'est-ce pas la citoyenneté à part entière de tous les gens sans terre qui s'affirme sur la place publique et qui interroge nos capacités démocratiques à prendre en compte la voix de cette majorité invisible de l'humanité que forment les plus modestes ?

Quand des ouvriers et des ouvrières agricoles décident de marcher librement vers la ville pour demander les moyens de ne plus être contraints et forcés d'y migrer, n'est-ce pas crier l'urgence de construire un autre équilibre économique et démographique entre le rural et l'urbain ? N'est-ce pas aussi remettre en cause le tout agrobusiness pour favoriser les agricultures paysannes durables afin de développer en même temps les productions vivrières et les emplois, et en finir avec la faim ?

Quand des communautés tribales s'arrachent de la forêt qui les habite pour condamner l'exploitation mercantile qui fauche avec la même brutalité les arbres et les humains, n'est-ce pas le rappel que ressources naturelles et ressources culturelles sont pour tout le monde intimement liées dans une biodiversité qu'il est vital de préserver ?

Depuis l'Inde, Janadesh, cette mobilisation non-violente de sans terre, vient d'adresser à la Terre entière un message de portée universelle...

Comment ne pas partager tout particulièrement la force de ce message avec le Pakistan voisin, en solidarité avec toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui osent faire entendre leur voix pour préserver les droits démocratiques.

Jean-Pierre Dardaud, président de Frères des Hommes



Rajagopal PV, président d'Eakta Parishad, et Jean-Pierre Dardaud ensemble au départ de la marche. © FdH
Sur la banderole blanche, les pieds des militants d'Europe qui ont soutenu la marche. Voir www.FdH.org/campagnes/janadesh/janadesh2007.htm

/ DANS CE NUMÉRO

PARTICIPER / Indonésie

Des élections à Batang, symbole d'espoir pour les paysans

MANIFESTER / Inde

Les paysans indiens de Janadesh, acte II : Bats-toi et gagne !

FORMER / Inde

Dans Bangalore la High Tech, Fedina lutte contre le boom des bidonvilles

COOPÉRER / Indonésie

Citadins et ruraux unis pour créer une force politique populaire

INFORMER / Pakistan

Une émission de radio primée renforce le poids de Piler

TÉMOIGNER / Philippines

Masipag Rice Technology cultive aussi la liberté

RENCONTRER / Inde

Ana Châ, la Portugaise brésilienne qui marche avec les Indiens

/ CONTRIBUTIONS

Inde K.N. Subbha Rao, Ana Châ, Jonathan Weedon, Mosses, Rajagopal P.V. / **Indonésie** Iwan Nurdin, Agustiana Mênurut / **Pakistan** Zulfiqar Shah, Sharafat Ali / **Philippines** Eane Ador

France Anne-Marie Diény, Bertrand Elie, Brenda Mager, Destinée Nkala Mpika, Fanny Blanchard, Franck Berteau, Geoffrey Le Guilcher, Jean-Pierre Dardaud, Lisa Quaas, Maia Levasseur, Manu Louail, Yves Altazin

Traduction anglaise en cours... / **Traduction espagnole en cours...**

Direction de rédaction Frères des Hommes / **Création et mise en page** www.oliviermorissee.com / **Frères des Hommes** Association reconnue d'utilité publique & Membre du Comité de la Charte



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Indonésie

PARTICIPER

Des élections à Batang, symbole d'espoir pour les paysans



Les candidats à l'élection attendent le verdict du peuple. © Maia Levasseur (FdH)

Six candidats élus sur neuf ! Les représentants des paysans sans terre ont fait le carton presque plein. Avec une participation massive (dépassant parfois 90%), les élections locales du 9 septembre dans le district de Batang, sur l'île de Java, constituaient un enjeu fondamental pour l'accès à la terre. En effet, le mandat d'un maire est de 6 ans et sa signature est nécessaire pour renouveler l'attribution des droits de culture. Car depuis 1965 l'exploitation des plantations de Batang est réalisée par des entreprises privées comme Pagilaran PT qui, elle, dispose d'une surface cultivable de plus de 1 100 hectares. Ces victoires électorales ne suscitent donc pas seulement plus d'espoir pour la population. Elles sont la démonstration qu'une mobilisation sociale organisée peut obtenir des succès politiques.

Une campagne modeste mais éthique
Pagilaran PT bénéficie d'un droit légal de cultiver la terre, un HGU¹, attribué en 1965 sous la dictature du président Suharto. Mais ce HGU arrive à expiration le 31 décembre 2008. La compagnie a donc demandé son renouvellement auprès du Bureau national de l'agriculture (BPN) pour une durée de 95 ans². Ceci en vertu de la nouvelle loi sur l'investissement votée en 2007 par l'actuel chef de l'Etat indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono.

Avec l'aide du FPPB³, neuf organisations locales du district de Batang se sont préparées afin de présenter un candidat représentant les intérêts des paysans et des travailleurs pauvres. Trois de ces organisations étaient directement confrontées à Pagilaran PT. Le FPPB a donc formé les candidats lors de différentes rencontres, en les sensibilisant notamment à l'utilisation de moyens éthiques pour réaliser leur campagne. Les engagements pris étaient triples. D'abord, ne pas utiliser de "money politic", c'est-à-dire ne pas acheter les électeurs (pratique courante en Indonésie) de façon directe ou indirecte. Ensuite, ne pas dépenser plus de 5 millions de rupiahs (MR), environ 500 €, pour leur campagne contre les 200 MR (20 000 €) utilisés parfois par les candidats des compagnies. Et enfin, ne pas utiliser les méthodes des adversaires (violences, intimidations, rumeurs...). Le FPPB a également fait un petit film largement diffusé dans les villages.

La victoire électorale est une étape fondamentale

Ainsi les campagnes électorales n'ont été rendues possibles que par la grande solidarité s'organisant dans les villages autour des candidats. On est passé d'une pratique où le candidat donnait traditionnellement des présents de toutes

sortes à ses électeurs à une pratique où les électeurs font tout leur possible pour aider un candidat dans son programme. Wahyudi, qui vit lui-même dans une grande pauvreté, est un peu le candidat symbolique de ces élections. Son village, Keteleng, est construit au milieu des plantations et ses habitants ne possèdent aucune terre. Le taux de chômage y est important et les maisons, faites de bois et de tôles, datent du XIX^e siècle. La victoire électorale de Wahyudi à la tête de son village sonne comme un nouvel espoir même si elle ne représente qu'une étape dans le processus global d'appropriation de la terre. En premier lieu il va falloir s'assurer que les lois existantes en matière d'éducation (école primaire gratuite pour tous) et de santé (accès gratuit aux hôpitaux pour les plus pauvres sur recommandation du maire) sont correctement appliquées.

La solidarité villageoise a démontré sa force face à une disproportion de moyens.

La forte mobilisation constatée devant les bureaux de vote est la preuve de l'importance revêtue désormais par la politique. Des affaires publiques qui concernent et intéressent par définition tout le monde sont des affaires suivies par tous et pour tous. Il s'agira par la suite de tenter d'élire des candidats au parlement local comme cela se fait déjà dans la région de Java Ouest avec le SPP⁴. Cette dynamique s'inscrit dans la transformation des mouvements sociaux en participation politique. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 HGU, Hak Guna Usaha. Titre donnant le droit de cultiver la terre en Indonésie. / **2** Information obtenue par un partenaire de FdH, KPA (Konsortium Pembaruan Agraria, Consortium pour la réforme agraire). www.kpa.or.id/english-kpa@kpa.org.id > Contact : Iwan Nurdi. / **3** FPPB, Forum Perjuangan Petani Batang, Forum des luttes paysannes de Batang. Regroupement d'associations qui fait partie de KPA, partenaire de FdH. / **4** SPP, Serikat Petani Pasundan, Union nationale des paysans, partenaire de FdH. yapemasgarut@yahoo.co.id > Contact : Agustiana Menurut



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Inde

MANIFESTER

Les paysans indiens de Janadesh acte II : Bats-toi et gagne !



A grands pas en direction de la capitale, les paysans orient haut et fort : « Hal karo, bhai, hal karo, zameen ki samasya hal karo » (Sauvez, s'il vous plaît, sauvez le problème de la terre). © J.P. Dardeau (FdH)

«L'eau, la forêt et la terre doivent appartenir au peuple!» Ainsi ordonnent durant Janadesh (jan = gens, adesh = ordre, injonction) les 25 000 paysans sans terre au gouvernement indien en marchant sur la route nationale 3 en direction de Delhi. Des paysans de 11 tribus indiennes se sont réunis et se sont mis en marche le 2 octobre à Gwalior pour arriver le 28 octobre dans la capitale. 350 km à pied, souvent sans chaussures, sous 39° et sur l'asphalte brûlant. Les manifestants vont jusqu'au bout de leur force pour exprimer leurs besoins. Il n'est pas rare de voir des cas d'évanouissement¹. Une image bouleversante de « la violence de la pauvreté », rapporte Jean-Pierre Dardauid², d'autant que les plus pauvres n'utilisent finalement que des moyens non-violents pour atteindre leur but : une réforme agraire. Et en effet, le gouvernement indien a annoncé le 29 octobre la mise en place d'une commission nationale de la terre sous l'autorité du Premier ministre.

ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 On déplore même 4 morts d'épuisement et 3 décès lors d'un accident de camion. / **2** Jean-Pierre Dardauid est président de FdH, il a participé pendant quelques jours à la marche. / **3** Voir *Résonances* décembre 2006. / **4** Satyâgraha, pouvoir de la vérité. / **5** Voir l'interview d'Ana Châ dans la rubrique rencontrer p8.

Une journée en route...

Les paysans et militants indiens sont venus en train, en bus ou même à pied pour rejoindre l'acte II de Janadesh. L'acte I s'est déroulé il y a exactement un an, quand 400 manifestants ont parcouru le même chemin³. En effet Ekta Parishad, ONG indienne, FdH et d'autres associations ont préparé et soutenu la marche pendant près de deux ans. Un événement d'une telle dimension ne s'organise pas du jour au lendemain : il faut rassembler des milliers de personnes, barrer deux voies de la RN 3, prévoir des camions qui apportent de la nourriture et des soins médicaux... « Les manifestants se sont tous équipés d'un drapeau vert et blanc, couleurs de Ekta Parishad, et d'un badge avec leur coordonnées personnelles », a observé Luc, sympathisant FdH, participant à la marche. Il est également impressionné par le calme et l'organisation de la file interminable constituée par les paysans en marche. La discipline sur la route correspond tout à fait à l'esprit des marcheurs, qui ne se battent « qu'avec leur volonté, inspirée par la force de Satyâgraha⁴ de Gandhi », commente K.N.Subbha Rao, président du projet national des jeunes. Cette force et cet enthousiasme s'expriment aussi dans leurs chansons et leurs danses sur la route. Il règne une atmosphère pleine

d'énergie et d'espoir : pour beaucoup de marcheurs, dont 40 à 50% de jeunes et de femmes, « Janadesh est la dernière chance pour sortir de la pauvreté extrême », raconte Ana⁵, membre du MST au Brésil. Quant à la nourriture, il n'y a qu'un seul repas par jour, fourni par plusieurs camions. L'eau est distribuée depuis 48 citernes, une pour 500 marcheurs. « Des citernes remplies 2 ou 3 fois par jour, sans frais : paysans et villageois le long de la route montrent leur soutien à Janadesh en permettant l'accès libre à leurs puits », rapporte Jonathan Weedon, volontaire écossais auprès d'Ekta Parishad.

« La prison ou la terre ! »

La prison ou la terre ! chantaient le 29 octobre les 25 000 participants qui étaient arrivés à Delhi et qui s'y trouvaient encerclés par la police dans leur campement de Ram Lila Maidan, et ainsi empêchés d'atteindre le Parlement. Rajagopal, leader du mouvement Ekta Parishad, a scellé le même jour la victoire de la marche en signant un texte politique avec le ministre du Développement rural annonçant la création de la commission nationale de la terre. En chantant et dansant, les marcheurs ont commencé à remplir les trains du retour... Mais ils rentrent pleins de motivation et d'envie de continuer, un des plus grands résultats, selon Ana. Et l'Inde en a besoin, car la lutte n'est pas encore terminée. Acte III ? La réforme agraire exigée depuis 60 années reste à atteindre. Jusqu'à ce moment, la devise de Rajagopal reste d'actualité : Bats-toi et gagne ! ■

« Le soir nous restons avec les marcheurs, tout le monde fait la fête, c'est impressionnant. Quelques-uns nous demandent de les filmer, 30 secondes après, ils sont une trentaine et nous réalisons une prouesse chorégraphique, personne n'en croit ses yeux. C'est partout une incroyable fête, c'est un des moments les plus intenses que nous ayons vécu dans notre petite vie », raconte Manu, membre de FdH, le soir du 29 octobre, après la signature du document.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Inde

FORMER

Dans Bangalore la High Tech, Fedina lutte contre le boom des bidonvilles

Accompagner les populations des bidonvilles dans la revendication de leurs droits, voilà l'ouvrage que Fedina (Federation for Educational Innovations in Asia), partenaire indien de Frères des Hommes, remet chaque jour sur le métier. A Bangalore, ville du sud de l'Inde et capitale de l'état du Karnataka, Fedina s'active pour permettre l'accès à la propriété des habitants de ces quartiers défavorisés, ainsi que pour dynamiser l'entraide communautaire et la micro-finance. Elle apporte, de plus, une aide précieuse aux personnes âgées par le biais de son nouveau programme Senior Citizen. Chaque semaine, des travailleurs sociaux de l'association se déplacent auprès des populations dans le but de parler de leurs problèmes, de les informer sur leurs droits et d'organiser leur mobilisation. Fedina a ainsi participé à la constitution de Self Help Group (SHG), permettant l'instauration d'un système de prêt et de crédit interne, évitant ainsi aux populations locales de dépendre d'usuriers effectuant des opérations financières à des taux démesurés. L'objectif est donc éducatif : assister les citoyens de ces bidonvilles dans l'apprentissage de leur citoyenneté.

Lutter pour l'accès à la propriété

Bangalore est généralement surnommée la Silicon Valley indienne. Pourtant, sa récente renommée dans le domaine des nouvelles technologies et comme pôle de développement économique et scientifique ne peut masquer la présence en ces lieux de quartiers et de populations extrêmement démunis. Dans le bidonville de Ragiguda, qui compte à peu près 10 000 personnes et 3 000 maisons, le gouvernement souhaite même détruire le village afin d'y construire de nouvelles habitations, et déplacer les habitants à trente kilomètres de là, oubliant les attaches scolaires et professionnelles de ceux-ci. La seule alternative serait alors de donner la



Deux vieilles femmes dans les ruelles du bidonville de Kottur. © Fanny Blanchard (FdH)

possibilité à ces gens de devenir propriétaires de leurs habitations. Le problème est que le gouvernement exige des sommes totalement disproportionnées avec la situation sociale de ces populations. Fedina intervient donc ici en formant ces populations à l'action citoyenne afin de tenter de les aider à se mobiliser pour que leur lieu de vie ne soit pas réduit à néant. Les habitants des bidonvilles ont d'ailleurs déjà réalisé plusieurs manifestations parfois violemment réprimées. Pourtant l'action d'accompagnement au quotidien que mène Fedina dans ces quartiers, en développant la solidarité notamment dans le domaine de la micro-finance, laisse présager des jours meilleurs pour les habitants. « C'est bien. Fedina nous aide toutes les semaines », se réjouit l'un d'entre eux.

“ *Le risque de déplacement de population est bien réel.* ”

Preuve en est le programme Senior Citizen, qui propose des centres de soins et d'accueil pour les personnes et une aide primordiale pour toutes les démarches

administratives concernant les retraites. Fedina effectue également un travail de lobbying dans le but de contribuer à l'augmentation non seulement du montant de ces retraites, mais également du nombre de personnes bénéficiant de celles-ci.

Assister les personnes âgées

Ainsi Mosses, le coordinateur de ce programme, se rend régulièrement dans ces bidonvilles afin d'informer, au cours de réunions, les personnes âgées sur leurs multiples droits. Il leur explique par exemple qu'il est possible de demander à un médecin de faire un certificat médical indiquant que la femme a 65 ans. Elle pourra ainsi, dans le cas où elle ne peut plus travailler, bénéficier de la retraite. Il les alerte également sur le fait que le médecin ne doit pas leur demander de l'argent en échange du certificat puisque c'est un service gratuit. Fedina exerce donc au jour le jour un travail d'information citoyenne, d'assistance à la citoyenneté pour donner les moyens à ces populations défavorisées de se mobiliser de façon de plus en plus autonome pour la défense de leurs droits. ■



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Indonésie

COOPÉRER

Citadins et ruraux unis pour créer une force politique populaire



Devant le tribunal factice, les manifestants exposent leurs griefs. © Maia Levasseur (FdH)

Près de 500 militants indonésiens ont uni leur voix en ce 5 juillet 2007 contre la loi d'investissement votée en mars par le Parlement indonésien. Au vu des chiffres, la mobilisation peut paraître modeste. Elle cache cependant la nouvelle alliance entre forces sociales, rendue possible par le contexte d'ouverture démocratique du pays. L'Indonésie, qui a vécu sous une dictature militaire entre 1966 et 1998, s'ouvre de plus en plus à la démocratie. La population s'est emparée de cette ouverture et ces dernières années ont vu éclore une multitude d'organisations populaires engagées dans la défense des plus démunis. La manifestation de juillet est organisée par le collectif Gerak Lawan¹ (En mouvement pour la lutte). Gerak Lawan réunit associations et organisations non gouvernementales indonésiennes qui dénoncent la mainmise d'une minorité de la population sur les leviers de l'économie nationale. A propos de la loi d'investissement, les associations de femmes, d'étudiants, d'ouvriers et de paysans présentes sont toutes d'accord : elle va pénaliser les plus pauvres, soit la majorité de la population. Ils demandent sa suppression pure et simple.

Une mobilisation originale pour une démocratie naissante

La mobilisation de ce jeudi 5 juillet est originale dans le sens où sur une matinée,

les manifestants ont combiné trois actions. Une manifestation classique d'abord dans le centre de Jakarta, du monument national à la Cour constitutionnelle. Les paysans coiffés du chapeau traditionnel conique, les ouvriers brandissant leurs revendications sur des pancartes, les étudiants levant le poing, les femmes... tous défilent au milieu des tours bleutées de la banque d'Indonésie. Le contraste campagne/ville est frappant et symbolise à lui seul les inégalités de richesses dans l'archipel. Lorsque le cortège s'élance, les drapeaux de leurs organisations flottent, et Bella Ciao retentit, en bahasa, reprise en cœur par les manifestants. Deux heures plus tard, à l'arrivée devant la Cour constitutionnelle, commence une série de discours tenus par des membres des principales organisations présentes. Tous tiennent solidement sous le bras un dossier qui représente leur espoir : une demande qu'ils déposent ce matin à la Cour pour qu'elle examine la loi, qu'ils jugent non conforme à la constitution de la république d'Indonésie. Dans la rédaction de leur requête, ils ont eu le soutien d'avocats de l'Association indonésienne d'aide judiciaire et des droits humains (PBHI²). Ils attendent encore aujourd'hui une réponse de la cour.

Pendant le dépôt de la demande d'examen, les manifestants s'installent sur la chaussée, et distribuent des tracts expliquant leurs revendications aux chauffeurs de voitures,

mobylettes et bajaj³ qui passent par là. Puis une table et quelques chaises sont installées pour la tenue d'un tribunal factice. Les témoignages se succèdent, tous décrivent des situations d'injustice liées à la terre, aux conditions de travail précaires, à l'inégalité des sexes. D'autres manifestants rendent justice. A travers leurs verdicts, les revendications des organisations transparaissent. On peut noter l'application de la réforme agraire, promise dans une loi de 1960 mais jamais appliquée ; la lutte contre les contrats précaires ; la gratuité de l'accès aux services d'éducation et de santé et la fin des violences et de la criminalisation des militants.

« A Jakarta, symbole du pouvoir économique et politique du pays, les plus pauvres imaginent toujours de nouvelles formes de contestation. »

Les débuts d'une force politique populaire

Ces revendications croisées entre différents mouvements sociaux, notamment entre mouvements ruraux et urbains, ont débuté lors d'une manifestation en mai 2006. Iwan Nurdin de KPA⁴ nous en parle : « Pour la première fois, le mouvement ouvrier qui est plus structuré que le mouvement paysan pour des raisons historiques, a fait de la mise en place de la réforme agraire l'un de ses principaux mots d'ordre. » La manifestation du 5 juillet s'inscrit dans la continuité, et constitue une preuve qu'une force politique populaire capable de peser dans le débat est en train de naître dans l'Indonésie démocratique. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Gerak Lawan s'exprime en bahasa qui est la langue officielle et permet à tous les Indonésiens de communiquer entre eux. Environ 700 langues et dialectes sont parlés en Indonésie. / ² PBHI, Perhimpunan Bantuan Hukum dan Hak asasi Manusia. www.pbhi.or.id / ³ Bajaj, petites mobylettes-taxis, semblables à des rickshaw à moteur. / ⁴ KPA, Konsorsium Pembaruan Agraria, Consortium pour la réforme agraire. KPA est partenaire de Frères des Hommes - www.kpa.or.id/english - kpa@kpa.org.id > Contact : Iwan Nurdin



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Pakistan

INFORMER

Une émission de radio primée renforce le poids de Piler

Bravo à Piler¹, l'Institut pakistanais pour le travail, l'éducation et la recherche qui a réussi à faire connaître la situation complexe des travailleurs. Un objectif atteint l'été dernier par cet institut, grâce à un documentaire diffusé sur l'ensemble du territoire via la radio. Au Pakistan, plus de 80% de la main-d'œuvre vit de petits métiers dans des domaines aussi variés que la pêche, les petits services ou l'industrie et travaille ainsi dans le secteur informel. Un domaine "prospère" et très développé ici. Et depuis 25 ans, Piler se bat aux côtés de ces travailleurs afin qu'ils puissent bénéficier des droits du travail, mais également des droits sociaux.

« Le secteur informel, issu de la culture pakistanaise, nécessite un cadre social, légal et économique. »

D'après Sharafat Ali, membre associé de Piler et responsable de formation d'équipes, des échos de la mobilisation de l'Institut ont résonné en juillet dernier partout à travers le Pakistan. Dans les postes de radio de très nombreux auditeurs de Radio Pakistan Karachi - que ce soient les étudiants, les femmes, les industriels, les salariés, les paysans ou les fonctionnaires - ont retenti les voix de Zulfiqar Shah et de Sharafat. Sharafat Ali qui nous explique d'ailleurs que « c'était la première fois qu'une telle émission était diffusée sur une station radio d'Etat, librement et sans censure, ce qui est très important. »

Désarmer pour combattre la pauvreté Zulfiqar Shah, autre responsable de formation d'équipes chez Piler, a pu évoquer dans cette émission le travail lié, interdit dans le pays depuis 1992 mais toujours présent dans toutes les contrées pakistanaises. Un travail qui touche des dizaines de millions de Pakistanais dans un pays un tiers plus grand que la France.



Le Piler Center de Karachi est propriété de l'institut depuis 2000. © Piler

Piler se bat contre cette forme d'esclavage moderne qui ramène à la condition de vassal des travailleurs endettés auprès de bailleurs-employeurs-usuriers assez peu scrupuleux. Enfin, Sharafat Ali a présenté les campagnes en cours de Piler, comme la promotion des droits du travail, l'accès de tous à la sécurité sociale et la responsabilité sociale encore faible des entreprises. Il a également insisté sur la nécessité de désarmer pour combattre la pauvreté, du nom d'une campagne. Parce qu'ils partageaient ces préoccupations, Ekta Parishad² en Inde, Piler au Pakistan et Frères des Hommes en France ont décidé de s'engager ensemble autour de cette question.

L'avenir sera radiophonique dans ce pays en proie aux conflits

Grâce à cette émission de radio, Piler a pu diffuser largement des informations sur sa mobilisation actuelle. Un second élément est venu renforcer le poids de cette émission. En effet, l'équipe de journalistes qui l'a réalisée a récemment été récompensée par la Société pakistanaise de diffusion, la BPC³, lors d'un concours réalisé à l'échelle nationale. Pour Sharafat Ali, « cette récompense

a permis de donner plus de visibilité à l'organisation et au travail faits pour les travailleurs au Pakistan. » Ce qui constitue un atout majeur pour les projets futurs de Piler, dont l'un consiste justement en un programme de radio sur les questions des droits du travail. La législation autour de la création d'un syndicat, de la santé, de la sécurité sociale, des inspections sur les conditions de travail : toutes les questions sont abordées de manière à ce qu'elles soient accessibles à un public aussi large que possible. Il s'agit donc d'un système original de formation à destination de tous. La radio devient alors un relais entre les travailleurs pakistanais et des légistes, des fonctionnaires et même des leaders communautaires capables de transmettre leur savoir. Le tout dans l'optique d'une meilleure protection des travailleurs du secteur informel. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 Piler, Pakistan Institute of Labour, Education and Research est partenaire de Frères des Hommes. www.piler.org.pk, piler@cybernet.pk, sharafatali1949@hotmail.com
> Contact : Sharafat Ali / **2** Ekta Parishad est partenaire de FdH - www.ektaparishad.org - info@ektaparishad.org
> Contact : Rajagopal P.V. / **3** BPC, Broadcasting Pakistan Corporation.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Philippines

TÉMOIGNER

Masipag Rice Technology cultive aussi la liberté



Les femmes, premières concernées par la nourriture, témoignent du bienfait de Masipag. © PhilNet

Produire plus de riz, de meilleure qualité, à moindre frais, dans une optique de respect de l'environnement.

Un défi impossible à relever ? Pas pour le Masipag, le partenariat paysans-scientifiques pour le développement¹, qui au terme de plus de vingt ans d'études et d'expériences est parvenu à apporter une réponse aux petits paysans philippins.

Le partenariat a concerné trois types d'acteurs. Les paysans eux-mêmes, par le biais d'associations paysannes, se sont impliqués au premier plan dans la démarche. Des scientifiques sont intervenus pour apporter une aide technique. Des organisations non gouvernementales philippines ont facilité l'organisation et la coordination. Ce riche partenariat a abouti à la mise en place de la Masipag Rice Technology², soit un nouveau type de culture et une nouvelle philosophie de vie.

Redonner aux paysans le dernier mot pour leur choix de culture

Au début des années 1960, le gouvernement philippin a lancé la révolution verte, entraînant des changements importants dans la structure de l'agriculture philippine. Les technologies introduites basées sur des variétés à haute productivité nécessitaient plus d'irrigation et un apport important de pesticides et autres produits chimiques. La hausse considérable de la rentabilité de la production agricole n'a cependant

jamais permis aux 60% de petits paysans de couvrir ces nouveaux frais : l'endettement a frappé de plein fouet et la faim n'a pas disparu. La réduction drastique de la biodiversité a fait naître de nouveaux problèmes de santé tandis que les paysans ont perdu le contrôle de leur production car ils dépendaient des graines et des technologies.

« Agriculture, loin d'être seulement une question de technologie et de production, est aussi une question de culture et de choix de vie. »

Le réseau Masipag a décidé de donner aux paysans les moyens d'être à nouveau acteur de leurs cultures et non plus seulement bénéficiaires passifs de technologies. Les paysans ont stoppé l'utilisation d'engrais chimiques et ont commencé à replanter des variétés traditionnelles de riz. Ils ont ainsi évalué quelles étaient les plus appropriées aux différents climats et sols, et testé leur résistance aux nombreux pesticides utilisés dans tout le pays. En concertation avec les scientifiques, le choix s'est restreint aux variétés les plus productives et résistantes. Au fil des années, le nombre de paysans participant aux expériences s'est accru, renforçant ainsi les liens communautaires. L'initiative a pour l'instant largement fait ses preuves : meilleure productivité, baisse des frais de production, hausse de la biodiversité et donc des apports alimentaires. Elle vise donc à s'étendre.

Populariser par un film une nouvelle technologie pour tous
PhilNet-RDI³, le Réseau philippin des

instituts de développement rural, est une des ONG impliquées dans le partenariat. Suite aux résultats concluants de ce nouveau mode de culture, PhilNet-RDI a fait réaliser un petit film⁴, sobrement appelé Masipag Rice Technology, qui vise à promouvoir cette technique. La narration ainsi que les sous-titres lors de témoignages de paysans philippins sont en anglais, ce qui permet une plus large diffusion⁵ y compris à l'international. Le film est construit sous forme de reportage. Dans un premier temps, PhilNet-RDI et Masipag Rice Technology sont expliqués. Puis des paysans des quatre coins du pays racontent leur expérience : pourquoi et comment ils ont participé à l'aventure, les étapes et les résultats qu'ils en ont tirés. Un petit paysan témoigne : « Nous avons assez de nourriture pour notre propre consommation, alors qu'avant, le riz manquait toujours. » Un autre couple affirme avoir doublé sa production, et être désormais capable d'envoyer ses enfants à l'école.

Le documentaire, tout en mettant en avant les bénéfices de cette nouvelle technologie, reste toutefois lucide. La postproduction ou l'accès au marché sont les nouveaux défis à relever, ensemble. ■



PhilNet-RDI, commanditaire du film MRT. © PhilNet

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

1 Masipag, Farmer-Scientist Partnership for Development. / **2** Masipag Rice Technology, technologie de culture de riz née du partenariat Masipag. / **3** PhilNet-RDI, Philippine Network of Rural Development Institute, Inc. PhilNet-RDI est partenaire de Frères des Hommes, www.PhilNetrdi.org - eanelicious@yahoo.com > Contact : Eane Ador / **4** Visionnez ce film sur internet à l'adresse suivante : www.miragepro.net/masipag.htm / **5** La majorité des habitants des Philippines maîtrise l'anglais, qui est avec le tagalog l'une des deux langues officielles.



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RENCONTRER

Ana Châ, la Portugaise brésilienne qui marche avec les Indiens



Toujours souriante, Ana Châ engagée auprès du MST au Brésil, manifeste sa solidarité envers les paysans indiens. © Ana Châ

Militante du Mouvement des paysans sans terre (MST) au Brésil, Ana Châ revient tout juste d'Inde où, aux côtés des paysans, elle a participé solidairement à la marche Janadesh. Exténuée par de longues journées de marche, mais heureuse d'avoir vécu une si riche aventure, elle nous fait part de son expérience.

Ana, dites-nous quelques mots sur vous ?

Je suis originaire de San Pedro de Moel au Portugal. Mes grands-parents étaient fermiers. C'est auprès d'eux que j'ai découvert le goût de la terre et de tout ce qui s'y rapporte. Plus tard à l'université, je me suis orientée vers les sciences sociales et humaines. En 2002, à l'âge de 21 ans, je suis allée pour la première fois au Brésil où j'ai assisté au Forum social mondial de Porto Alegre. Ce voyage a eu un impact profond dans mon parcours, car il m'a permis de décider de ce que je voulais faire plus tard.

Vous êtes membre du MST au Brésil. Quelles sont les raisons qui vous ont motivée à intégrer cette organisation ?

C'est au Forum social mondial de 2002 que j'ai rencontré pour la première fois des membres du Mouvement des paysans sans terre. J'ai découvert leur action et leurs revendications en faveur des paysans démunis. Etant moi-même petite-fille de fermiers paysans, cela m'a profondément touchée. J'ai dès lors émis le désir d'intégrer le mouvement, non pas de l'intégrer uniquement d'ailleurs, mais de me consacrer entièrement à cet activisme. Je suis ensuite retournée au Portugal avec le seul but de préparer mon retour définitif au Brésil, pays dans lequel je vis désormais depuis plusieurs années en travaillant au siège du MST dans le département lié à la communication.

Pourquoi avoir voulu participer à la marche Janadesh ?

Des motivations purement solidaires ont d'abord animé ce choix. Mais au-delà de ça, il y a eu un besoin de découvrir, de partager une expérience dont les objectifs sont les mêmes que ceux que nous visons avec le Mouvement des sans terre au Brésil, à savoir : l'accès à la terre pour tous. Il est utile de confronter des expériences diverses car, bien qu'ayant des buts communs, il n'est pas rare que des organisations de revendications populaires ne procèdent pas toujours de la même manière pour les atteindre. Janadesh par exemple a, pour sa part, fondé son action sur le principe dit de la non-violence, une chose que nous ne connaissons pas au Brésil. Je suis donc allée en Inde pour apporter mon soutien à leur cause, mais aussi pour voir et apprendre d'eux des choses différentes. C'est une question de partage. D'ailleurs il a été convenu, au cours

de ces jours de marche, que certains membres de Janadesh viendront à leur tour au Brésil pour côtoyer de près le Mouvement des paysans sans terre, découvrir ainsi nos luttes et nos méthodes.

Racontez-nous en quelques mots le déroulement de cette marche ?

Comment les choses

se sont-elles passées ?

Cela a été un événement grandiose. Le soulèvement pacifique et silencieux d'un peuple qui aspire à un avenir meilleur. Ce qui est à saluer dans cette initiative, c'est la participation massive des femmes qui ont fait preuve de courage et d'une persévérance inouïe. Il y a eu également le soutien de la population, de tous ceux qui ne participaient pas à la marche, mais qui nous accueillaient le long des chemins avec des fleurs et de la nourriture. Tout s'est déroulé dans le calme, en dépit de quelques tensions qui ont vite été apaisées.

« Janadesh démontre à quel point la non-violence peut-être une stratégie efficace pour combattre les injustices. »

A votre avis, cette marche a-t-elle été un succès ?

Un vrai succès. Même si les choses ne vont peut-être pas changer du jour au lendemain en Inde et que l'obtention des améliorations réclamées nécessitera du temps et beaucoup de patience. Mais Janadesh sait qu'elle n'est pas seule, car la solidarité des organisations du type du Mouvement des paysans sans terre et de certaines associations internationales, dont Frères des Hommes¹, la conforte dans son action. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Fdh soutient Janadesh depuis plus d'une année. Retrouvez toutes les infos sur www.fdh.org